

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 10 DÉCEMBRE 1912.

Projet de loi abolissant le droit de licence sur les débits de boissons alcooliques et établissant des taxes spéciales sur les eaux-de-vie indigènes et étrangères, ainsi qu'une taxe d'ouverture sur les débits de boissons spiritueuses ou fermentées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La Section centrale de la Chambre qui a examiné le projet de Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1913 a insisté une fois de plus pour la suppression du droit de licence sur les débits de boissons alcooliques créé par la loi du 19 août 1889, sous la réserve, toutefois, que la ressource qu'il procure actuellement aux communes soit, dès sa disparition, remplacée, au profit de celles-ci, par d'autres impositions tendant également vers le but que le législateur s'était proposé en 1889.

Le Gouvernement se rallie à ce désir. Il propose de substituer au droit de licence une taxe spéciale sur les eaux-de-vie, tant indigènes qu'étrangères, et une taxe d'ouverture ou de premier établissement à charge des nouveaux débiteurs de boissons spiritueuses ou fermentées.

Tel est l'objet principal du projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre.

*
* *

L'article 2 du projet, développé dans les articles 4 et 5, établit, en premier lieu, une taxe spéciale sur les eaux-de-vie indigènes et une taxe additionnelle au montant des droits perçus à l'entrée sur les eaux-de-vie, les liqueurs et les parfumeries alcooliques.

On estime que le produit de ces deux taxes pourra s'élever à 4 millions de francs environ.

La taxe sur les eaux-de-vie indigènes sera perçue au moment de la levée du document servant à couvrir l'enlèvement, pour la consommation, des eaux-de-vie sortant des distilleries, des usines de rectification ou des entrepôts publics. Celle sur les produits étrangers sera acquittée en même temps que le droit d'entrée.

Pour assurer la perception de ces taxes, des mesures complémentaires doivent être prises, non seulement en ce qui concerne certaines installations dans les usines, mais également au point de vue de la surveillance des eaux-de-vie à la sortie de ces établissements.

D'autre part, il est à remarquer qu'actuellement les usines de rectification ne sont guère surveillées. Or, il importe, au point de vue des intérêts du Trésor, qu'elles soient soumises à une surveillance plus sévère.

Les alcools fraudés provenant soit des distilleries clandestines, soit des usines régulièrement déclarées, circulent aujourd'hui sans entrave. Il n'en sera plus ainsi à l'avenir, tout transport devant être couvert par un document.

Les mesures complémentaires dont il s'agit sont prévues par les articles 6, 7, 8 et 9.

L'article 9 autorise les recensements dans les distilleries ainsi que dans les magasins des négociants, courtiers et, en général, de tous ceux qui font des réexpéditions d'eaux-de-vie ou de liqueurs. Actuellement, ces recensements ne sont prescrits, en vertu de l'article 86, § 2, de la loi du 15 avril 1896, que dans les usines de rectification. Il est nécessaire, dans un but de contrôle, que cette faculté soit étendue à tous les établissements et magasins prédésignés.

*
* * *

En vue d'enrayer la multiplication des cabarets, l'opinion publique réclame, depuis nombre d'années, l'établissement d'une taxe d'ouverture à charge des nouveaux débitants de boissons, ainsi que des mesures propres à rendre la profession inaccessible à toute personne tarée, de moralité suspecte, ou insolvable, et à proscrire les débits dont les conditions d'installation sont funestes à l'hygiène et même à la moralité.

Les articles 15 et suivants tendent à la réalisation de ces desiderata.

Viennent en premier lieu des dispositions que l'on pourrait qualifier d'ordre public, qui ont déjà obtenu l'approbation de la Commission spéciale chargée naguère d'examiner le projet de loi présenté par le Ministre des Finances le 14 janvier 1908. (Rapport de M. Francotte, au nom de la Commission, déposé en séance de la Chambre du 3 juin 1909.)

Ces dispositions ont un double objet : d'une part, elles privent du droit de tenir un débit les personnes qui ne peuvent inspirer confiance ; d'autre part, elles permettent au Gouvernement de prescrire, le cas échéant, au lieu et place des administrations communales qui l'auraient négligé, les mesures nécessaires pour assurer l'installation décente des débits.

Viennent ensuite les dispositions concernant la taxe d'ouverture.

Le projet crée une taxe d'ouverture à charge de quiconque s'établit comme débitant en détail de boissons spiritueuses ou fermentées, soit qu'il ouvre un nouveau débit, soit qu'il reprenne un débit existant. La taxe frappera donc le nouveau débitant et non l'immeuble. Soumettre à la taxe l'immeuble où l'on ouvre un nouveau débit, et non le débitant, et exonérer ensuite le local pour toujours, serait éterniser un débit de boissons dans cet immeuble et conséquemment aller à l'encontre du but recherché. Il est clair qu'une semblable mesure ne saurait produire une diminution du nombre des cabarets; elle ne ferait même pas obstacle à leur multiplication. Le paiement de la taxe, en effet, créant un véritable privilège pour l'immeuble, n'inquiéterait pas le propriétaire, attendu qu'il aurait la certitude d'en récupérer le montant par une augmentation du loyer qui, en se reproduisant chaque année, finirait en fin de compte par procurer un bénéfice. Au surplus, celui qui reprend un débit existant est un nouveau débitant tout comme celui qui ouvre un nouveau débit; il est, dès lors, juste et équitable que la loi traite l'un et l'autre de la même manière, puisque le premier, pas plus que le second, ne peut invoquer le bénéfice d'une situation acquise.

Le taux de la taxe d'ouverture est celui qui était fixé par les §§ 1 et 2 de l'article 11 du projet de 1908.

On estime à 3 millions, en termes de prévision comme il est dit plus haut, le produit annuel de la taxe.

La déclaration à remettre au receveur des contributions n'est pas exigée uniquement pour le règlement de la taxe; elle doit en outre permettre de vérifier si le déclarant ne tombe pas sous un des cas d'interdiction d'exercice de la profession, et que les locaux réunissent les conditions d'hygiène et de salubrité exigées. Des contestations peuvent donc s'élever sur la recevabilité de la déclaration, et c'est pourquoi l'article 22 veut qu'elle soit faite quinze jours au moins avant la date où l'on se propose d'ouvrir ou de reprendre le débit.

Certaines sociétés, ainsi que des propriétaires de grandes brasseries, possédant des hôtels et des cafés, en confient l'exploitation à des gérants. Cette situation, en particulier, est prévue par l'article 21, qui permet de ne pas assimiler l'exploitation d'un débit par un gérant ou autre préposé, à une reprise du débit, à la condition toutefois qu'il soit prouvé qu'il s'agit réellement d'une gérance. Le même principe est applicable aux cercles et aux sociétés particulières ou réunions d'agrément. Ces associations sont assujetties, comme tous autres exploitants de débits, à la taxe d'ouverture, lorsqu'ils ouvrent un nouveau débit ou reprennent un débit existant; mais il va de soi que le changement d'économe ne donne pas lieu à la perception de la taxe d'ouverture, lorsque le débit est exploité pour leur compte. Seulement une déclaration est exigée pour faire connaître à l'administration l'existence d'un préposé ainsi que le changement de préposé.

L'article 15 désigne les catégories de personnes auxquelles il est interdit de débiter en détail des boissons spiritueuses ou fermentées, soit personnellement, soit par personne interposée.

Ce sont, en premier lieu, celles qui n'ont pas acquitté la totalité de leurs contributions directes de l'année écoulée ou les taxes provinciales et communales sur les débits de boissons; à leur égard la déchéance est levée dès que la cause disparaît. Il est certain que les débits de boissons tenus par des personnes qui ne parviennent pas à payer leurs impositions ou qui font preuve sous ce rapport d'une négligence obstinée, méritent peu de confiance; il est à souhaiter que les établissements de ce genre soient obligés de fermer.

Quant aux autres catégories d'individus que le projet prive du droit de tenir un débit en détail, ce sont ceux qui ont été condamnés, en Belgique ou à l'étranger, soit pour un crime quelconque, soit pour un des faits énumérés aux chapitres IV et suivants du titre VII du Code pénal (articles 368 à 394). La disposition se justifie d'elle-même dans le premier cas et il suffit de citer l'intitulé du titre VII du Code pénal : « Des crimes et des délits contre l'ordre des familles et contre la moralité publique », pour la justifier également dans le second cas.

L'interdiction s'étend enfin à ceux qui ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution.

L'hygiène des cabarets fait l'objet de l'article 16.

La réglementation doit porter, notamment, sur la superficie et le cube des établissements, sur leur situation, leur distribution intérieure et leurs dépendances, sur les conditions d'aération et d'éclairage.

L'article 20 garantit le maintien des situations acquises, en faveur des familles principalement, et aussi, le cas échéant, en faveur des personnes qui avaient constitué une association de fait pour l'exploitation d'un débit.

L'article 18 précise le sens de l'expression « débitant en détail ». Pour les boissons spiritueuses comme pour les boissons fermentées, le débit en détail est caractérisé par la consommation sur place. Il s'ensuit que le marchand de bières, l'épicier ou autre boutiquier qui vend de l'eau-de-vie ou de la bière en bouteilles, ou chez qui l'on en vient chercher pour la consommation domestique, n'est point réputé débitant en détail.

Le même article définit ce qu'il faut entendre par débits ambulants. Comme il n'est pas possible de les classer d'après l'importance des communes, à cause de leur déplacement habituel, la solution la plus rationnelle consiste à les imposer à un taux uniforme.

L'article 23 dispose que la taxe d'ouverture est payable en une fois, au moment de la remise de la déclaration ou lorsque le receveur fait connaître au redevable que sa déclaration est acceptée. Cette dernière disposition

paraît nécessaire, car il pourra arriver que plusieurs jours s'écouleront entre la date du dépôt et celle de l'acceptation de la déclaration, puisqu'il y aura lieu de s'assurer, au préalable, si les indications de la déclaration sont exactes et spécialement si les locaux réunissent les conditions d'installations voulues.

*
* *

Le produit des nouvelles taxes, créées en remplacement du droit de licence, est attribué au fonds spécial, à titre de compensation.

Mais les diverses surveillances et autres mesures d'ordre administratif que comportera la loi entraîneront une dépense considérable du chef, principalement, d'un renforcement nécessaire du personnel des accises. C'est pourquoi l'article 3 stipule un prélèvement de 5 % pour frais d'administration. L'expérience de deux années d'application sera, sans doute, nécessaire et suffisante pour juger si ce prélèvement est adéquat à la réalité ; le cas échéant, la régularisation reconnue nécessaire serait proposée en temps et lieu.

Le fonds spécial est alimenté par le droit de licence et par le droit d'entrée sur le bétail et les viandes. Les évaluations du produit des nouvelles taxes n'étant nécessairement qu'approximatif, l'article 29 renferme la disposition voulue pour assurer au fonds spécial, en 1913, la compensation intégrale.

Enfin, l'article 28 assujettit aux dispositions nouvelles concernant la convenance des installations et la débitation de la taxe les débits qui pourront être ouverts depuis la date du dépôt du présent projet. Cette mesure est dictée par le dessein d'éviter l'établissement hâtif d'une quantité de débits dans des conditions fâcheuses au point de vue de l'hygiène et de la décence, par des personnes de moralité suspecte.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

Projet de loi abolissant le droit de licence sur les débits de boissons alcooliques et établissant des taxes spéciales sur les eaux-de-vie indigènes et étrangères, ainsi qu'une taxe d'ouverture sur les débits de boissons spiritueuses ou fermentées.

Wetsontwerp het vergunningsrecht op de slijterijen van alcoholhoudende dranken afschaffend en bijzondere taxes vaststellend op den binnenlandschen en vreemden brandewijn alsook eene openingstaxe op de slijterijen van geestrijke of gegiste dranken.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

Abolition du droit de licence sur les débits de boissons alcooliques. — Établissement de taxes au profit du fonds spécial des communes.

ARTICLE PREMIER.

Le droit de licence sur les débits de boissons alcooliques, établi par les articles 4 à 14 de la loi du 19 août 1889, est aboli.

ART. 2.

Il est établi, au profit du fonds spécial des communes institué par l'article 1^{er} de la loi du 19 août 1889 :

1° Une taxe sur les eaux-de-vie indi-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën zal, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers ter overweging aanbieden het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

TITEL ÉÉN.

Afschaffing van het vergunningsrecht op de slijterijen van alcoholhoudende dranken. — Vestiging van taxes ten bate van het bijzonder fonds der gemeenten.

ARTIKEL 1.

Het vergunningsrecht op de slijterijen van alcoholhoudende dranken, gevestigd bij de artikelen 4 tot 14 der wet van 19 Augustus 1889, wordt afgeschaft.

ART. 2.

Ten bate van het bijzonder fonds der gemeenten, ingesteld bij artikel 1 der wet van 19 Augustus 1889, wordt gevestigd :

1° Eene taxe op den binnenlandschen

gènes de toute espèce, déclarées en consommation ;

2° Une taxe additionnelle au montant des droits d'entrée sur les eaux-de-vie étrangères et sur les autres liquides alcooliques spécifiés par la présente loi ;

3° Une taxe d'ouverture des débits de boissons spiritueuses ou fermentées.

ART. 3.

Le produit des taxes établies par la présente loi, après déduction de 5 %, pour frais d'administration, est attribué au fonds spécial.

TITRE II.

Taxe sur les eaux-de-vie et autres liquides alcooliques. — Mesures de contrôle et de surveillance.

CHAPITRE 1^{er}.

Eaux-de-vie indigènes.

ART. 4.

La taxe sur les eaux-de-vie indigènes est fixée à 10 centimes par litre d'eau-de-vie à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

Elle est payée au moment de la levée du document permettant d'enlever la marchandise de la distillerie, de l'usine de rectification ou de l'entrepôt public.

CHAPITRE II.

Liquides alcooliques importés.

ART. 5.

La taxe sur les eaux-de-vie étran-

brandewijn van alle soort, ten verbruike aangegeven ;

2° Eene taxe, te voegen bij het bedrag der invoerrechten op den buitenland-schen brandewijn en op de andere alcoholhoudende likeuren omschreven bij deze wet ;

3° Eene taxe voor opening der slijte-rijen van geestrijke of gegiste dranken.

ART. 3.

De opbrengst der taxes gevestigd bij deze wet wordt, na aftrek van 5 t. h. voor kosten van beheer, aan het bijzon-der fonds toegekend.

TITEL II.

Taxe op den brandewijn en de andere alcoholhoudende vloeistoffen. — Maat-regelen van controle en van toezicht.

HOOFDSTUK I.

Binnenlandschen brandewijn.

ART. 4.

De taxe op den binnenlandschen brandewijn wordt gesteld op 10 cen-tiemen per liter brandewijn hebbende eene sterkte van 50 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

Zij wordt betaald dadelijk bij de lich-ting van het document, waardoor de uitslag der koopwaar uit de stokerij, de distilleerderij of het openbaar stapel-huis wordt toegelaten.

HOOFDSTUK II.

Ingevoerde alcoholhoudende vloeistoffen.

ART. 5.

De taxe op den buitenlandschen

gères et autres liquides alcooliques importés est fixée à 5 %, du montant des droits d'entrée.

Elle s'applique :

1° Aux eaux-de-vie de toute espèce;
2° Aux liqueurs, sans distinction de degré;

3° A la quantité d'alcool dépassant 15 degrés de l'alcomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade, contenue dans les vins importés autrement qu'en bouteilles et visés à l'article 4 de la loi du 29 décembre 1903;

4° Aux parfumeries imposées aux droits afférents aux *Autres liquides alcooliques*;

5° Aux produits contenant de l'alcool éthylique, tarifés comme *Autres liquides alcooliques*, à l'exception des vernis.

La taxe est perçue au moment de la déclaration en consommation.

CHAPITRE III.

Dispositions générales; dispositions diverses.

ART. 6.

Tout enlèvement d'eau-de-vie d'une distillerie ou d'une usine de rectification, et tout transport, dans le pays, d'eau-de-vie ou de liqueurs indigènes ou étrangères, doit être couvert par un document réunissant les conditions qui seront déterminées en exécution de l'article 7.

Ce document doit accompagner la marchandise et être représenté, en cours de transport, à toute réquisition des agents de l'administration.

brandewijn en de andere ingevoerde alcoholhoudende vloeistoffen wordt gesteld op 5 t. h. van het bedrag der invoerrechten.

Zij wordt toegepast :

1° Op den brandewijn van alle soort;
2° Op de likeuren, zonder onderscheid van graad;

3° Op de hoeveelheid alcohol boven de 15 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddecigen thermometer, vervat in de wijnen die anders dan op flesschen worden ingevoerd en onder artikel 4 der wet van 29 December 1903 bedoeld worden;

4° Op de reukwaren onderworpen aan de rechten van toepassing op de *Andere alcoholhoudende vloeistoffen*;

5° Op de producten bevattende ethyl-alcohol bij het tarief belast als *Andere alcoholhoudende vloeistoffen*, met uitzondering der vernissen.

De taxe wordt dadelijk bij de aangifte ten verbruik geheven.

HOOFDSTUK III.

Algemeene bepalingen; verschillende bepalingen.

ART. 6.

Alle uitslag van brandewijn uit eene stokerij of uit eene distilleerderij, en alle vervoer, binnenslands, van binnenslandsche of buitenlandsche brandewijnen of likeuren, moet door een document gedekt zijn vervullende de voorwaarden die in uitvoering van artikel 7 zullen bepaald worden.

Dit document vergezelt de koopwaar en moet, onderweg, op alle verzoek der agenten van het beheer vertoond worden.

ART. 7.

Le Gouvernement est autorisé à réglementer le transport des eaux-de-vie et des liqueurs et à prendre des mesures de surveillance spéciales en vue d'assurer la perception des droits et taxes établis sur ces produits.

Il peut, notamment, interdire aux administrations de chemins de fer, tramways, bateaux et autres services de messageries, de transporter les dits produits sans qu'ils soient accompagnés du document exigé.

ART. 8.

Les distilleries et les usines de rectification ne peuvent avoir qu'une seule issue, donnant sur la voie publique.

Un bureau établi à proximité de cette issue, par les soins de l'industriel, suivant les dispositions prescrites par le Ministre des Finances, est mis à l'usage exclusif des employés de l'administration; ceux-ci en ont seuls la clef.

Le Ministre peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser des dérogations aux deux alinéas qui précèdent.

ART. 9.

Les dispositions de l'article 86, § 2, de la loi du 15 avril 1896, relatives aux recensements dans les usines de rectification, sont rendues applicables aux distilleries, ainsi qu'aux magasins des négociants, des courtiers et, en général, de tous ceux qui font des réexpéditions d'eaux-de-vie ou de liqueurs.

Le Ministre des Finances règle les dispositions d'exécution relatives à ces recensements.

ART. 7.

De Regeering is gemachtigd om het vervoer van den brandewijn en de likeuren aan regeling te onderwerpen en om bijzondere maatregelen van toezicht te nemen ten einde de helling te verzekeren der rechten en taxes, welke op gemelde producten gevestigd zijn.

Zij mag, namelijk, aan de beheeren van spoorwegen, tramwegen, schepen en andere besteldiensten, het vervoeren van gemelde producten zonder dat zij door het gevorderd document vergezeld zijn ontzeggen.

ART. 8.

De stokerijen en de distilleerderijen mogen slechts een enkelen ingang gevende op den openbaren weg hebben.

Een bureel, gevestigd in de nabijheid van den ingang, door de zorgen van den nijveraar, volgens de bepalingen voorgeschreven door den Minister van Financiën, wordt uitsluitend ten gebruikte der beambten van het beheer gesteld; deze hebben er alleen den sleutel van.

De Minister kan, onder de door hem bepaalde voorwaarden, afwijkingen van de twee voorgaande leden toelaten.

ART. 9.

De bepalingen van artikel 86, § 2, der wet van 15 April 1896, betreffende de opnemingen in de distilleerderijen, worden van toepassing gemaakt op de stokerijen, alsmede op de magazijnen van de handelaars, van de makelaars en, in 't algemeen, van al degenen die verzendingen doen van brandewijn of van likeuren.

De Minister van Financiën regelt de bepalingen tot uitvoering in verband met deze opnemingen.

ART. 10.

Les articles 129, 139, §§ 1^{er} et 2, et 144 de la loi du 15 avril 1896 sont rendus applicables, pour l'exécution des articles qui précèdent, aux distillateurs, aux rectificateurs, aux fabricants de liqueurs ou d'eaux-de-senteur, aux négociants, aux courtiers, aux réexpéditeurs ou autres détenteurs d'eaux-de-vie ou de liqueurs.

CHAPITRE IV.

Pénalités.

ART. 11.

Les différences en plus ou en moins excédant 3 ‰, constatées par les recensements chez les distillateurs, les rectificateurs, les fabricants de liqueurs ou d'eaux-de-senteur, les négociants, les courtiers et les réexpéditeurs, sont passibles d'une amende égale au quintuple de l'accise et de la taxe établie par la présente loi, calculées sur les quantités trouvées en plus ou en moins.

Indépendamment de cette pénalité, le paiement de l'accise et de la taxe afférentes aux dites quantités est toujours exigible.

ART. 12.

Tout transport et toute détention d'eaux-de-vie ou de liqueurs, non couverts par des documents valables, entraînent l'application des dispositions des articles 19, 22 à 25 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude. Les pénalités prévues par l'arti-

ART. 10.

De artikelen 129, 139, §§ 1 en 2, en 144 der wet van 15 April 1896, worden, voor de uitvoering der voorgaande artikelen, van toepassing gemaakt op de stokers, distilleerders, fabrikanten van likeuren of reukwaters, handelaars, makelaars, voortverzendes of andere personen die brandewijn of likeuren voorhanden hebben.

HOOFDSTUK IV.

Straffen.

ART. 11.

De verschillen in meer of in minder overtreffende 3 t. h., die door de opnemingen bij de stokers, distilleerders, fabrikanten van likeuren of reukwaters, handelaars, makelaars en voortverzendes worden vastgesteld, zijn strafbaar met eene boete gelijk aan het vijfvoudig bedrag van den accijns en van de taxe bij deze wet gevestigd, berekend over de in meer of in minder bevonden hoeveelheden.

Ongerekend deze straf, is betaling van den accijns en van de taxe in verband met gemelde hoeveelheden steeds vorderbaar.

ART. 12.

Alle vervoer en alle voorhanden hebben van niet door geldige documenten gedekte brandewijn of likeuren hebben toepassing der bepalingen van de artikelen 19 en 22 tot 25 der wet van 6 April 1843 op de beteugeling der smokkelarij ten gevolge. De straffen

de 25 de la loi du 6 août 1849 sur le transit sont en outre appliquées aux transports des eaux-de-vie ou liqueurs.

ART. 13.

Tout refus d'exercice est puni d'une amende de 1,000 à 5,000 francs.

ART. 14.

Toute contravention non prévue par les articles 11, 12 et 13, et toute infraction aux mesures prises par le Gouvernement ou par le Ministre des Finances en exécution des dispositions du présent titre, sont punies d'une amende de 1,000 à 5,000 francs, sans préjudice, éventuellement, du paiement de l'accise et de la taxe fraudées.

TITRE III.

Dispositions concernant la tenue des débits de boissons spiritueuses ou fermentées. — Taxe d'ouverture de ces débits.

CHAPITRE I^{er}.

Dispositions concernant la tenue des débits.

ART. 15.

§ 1^{er}. Ne peuvent débiter en détail des boissons spiritueuses ou fermentées, soit personnellement, soit par personne interposée :

1^o Ceux qui n'ont pas acquitté la totalité de leurs impositions inscrites aux rôles des contributions directes de

voorzien bij artikel 25 der wet van 6 Augustus 1849 op den doorvoer worden daarenboven toegepast op het vervoer van brandewijn of likeuren.

ART. 13.

Weigering van te voldoen aan een wettig bevel wordt gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank.

ART. 14.

Alle overtreding niet voorzien bij de artikelen 11, 12 en 13, en alle inbreuk op de voorzieningen door de Regeering of door den Minister van Financiën getroffen in uitvoering der bepalingen van dezen titel worden gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank, ongerekend, waar het te pas komt, de betaling van den accijns en van de taxe, die ontdoken worden.

TITEL III.

Bepalingen betreffende het houden der slijterijen van geestrijke of gegiste dranken. — Openingstaxe dezer slijterijen.

HOOFDSTUK I.

Bepalingen betreffende het houden der slijterijen.

ART. 15.

§ 1. Mogen, noch in persoon, noch door tusschenpersoon, geestrijke of gegiste dranken in het klein slijten :

1^o Zij die niet ten volle hebben afbetaald hunne belastingen geboekt in de kohieren der rechtstreeksche belastingen

l'année précédente, ou leurs taxes communales ou provinciales sur les débits de boissons pour la même année.

Cette déchéance est levée à partir de la date de paiement de ces impositions, et la taxe d'ouverture n'est pas exigée si le débit n'a pas été fermé pendant plus de six mois;

2° Ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle;

3° Ceux qui ont été condamnés pour un des délits prévus par les articles 368 à 391 du Code pénal;

4° Ceux qui tiennent ou ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestine.

Ne peuvent être commis, comme préposés, à l'exploitation du débit pour le compte d'un tiers, ceux qui se trouvent dans l'un des cas prévus aux n^{os} 2°, 3° et 4° du présent paragraphe.

§ 2. Les dispositions des n^{os} 2°, 3° et 4° du § 1^{er} du présent article ne sont pas applicables aux débitants établis avant la mise en vigueur de la présente loi, soit à raison de condamnations qu'ils auraient encourues du chef de poursuites entamées avant la mise en vigueur de la présente loi, soit à raison du fait d'avoir tenu antérieurement une maison de débauche ou de prostitution.

§ 3. Sont réputés personnes interposées, le conjoint, les ascendants et les descendants habitant avec la personne déchu du droit de tenir un débit.

ART. 16.

Tout débit en détail de boissons spiritueuses ou fermentées ouvert à partir de la mise en vigueur de la présente loi doit réunir, dans l'intérêt de la salubrité

van het voorgaande jaar, of de gemeenteten provincietaxes op de drankslijterijen voor hetzelfde jaar.

Dit verval van recht wordt opgeheven van den datum af der betaling van deze belastingen en de openingstaxe wordt niet gevorderd indien de slijterij niet langer dan zes maanden is gesloten gebleven;

2° Zij die tot eene crimineele straf werden veroordeeld;

3° Zij die veroordeeld werden voor een der misdrijven voorzien bij artikelen 368 tot 391 van het Strafwetboek;

4° Zij die een huis van ontucht of eene inrichting van bedektelijke prostitutie houden of hebben gehouden.

Mogen niet gelast worden, als aangestelden, van het houden der slijterij voor rekening van eenen derde, zij die zich in een der gevallen bevinden voorzien bij n^{rs} 2°, 3° en 4° van dit paragraaf.

§ 2. De bepalingen van n^{rs} 2°, 3° en 4° van § 1 van dit artikel zijn niet van toepassing op de slijters gevestigd vóór het in werking treden dezer wet, hetzij uit hoofde van de veroordeelingen die zij vroeger zouden beloopt hebben ten gevolge van achtervolgingen aangevangen vóór het inwerkingtreden dezer wet, hetzij uit hoofde van het feit vroeger een huis van ontucht of van prostitutie gehouden te hebben.

§ 3. Worden beschouwd als tussenpersonen, de echtgenoot en de verwanten in de op- en nedergaande lijn inwonende met den persoon wiens het recht tot slijten vervallen is.

ART. 16.

Elke slijterij van geestrijke of gegiste dranken in 't klein, die, te rekenen van het inwerkingtreden dezer wet, geopend wordt, moet, in het belang der

et de la moralité publiques, des conditions spéciales, notamment en ce qui concerne la situation, la superficie, l'élévation, l'aération, l'éclairage, la distribution intérieure et la cour.

Ces conditions sont déterminées par un règlement communal ou, à défaut de règlement communal dûment approuvé, par un règlement-type fixé par arrêté royal.

CHAPITRE II.

Établissement de la taxe; taux, exigibilité, etc.; dispositions diverses.

ART. 17.

Le taux de la taxe d'ouverture des débits en détail de boissons spiritueuses ou fermentées est réglé ainsi qu'il suit :

300 francs dans les communes de moins de 5,000 habitants;

400 francs dans les communes de 5,000 à 15,000 habitants;

500 francs dans les communes ayant plus de 15,000 jusqu'à 30,000 habitants;

750 francs dans les communes ayant plus de 30,000 jusqu'à 60,000 habitants;

1,000 francs dans les communes de plus de 60,000 habitants.

La population à considérer est celle constatée par le dernier recensement décennal publié avant l'année de l'exigibilité.

La base est fixée uniformément à 500 francs pour les débits ambulants.

ART. 18.

Est considéré comme débit en détail, tout établissement où l'on vend des boissons à consommer sur place, que le

openbare gezondheid en zedelijkheid, beantwoorden aan bijzondere eischen, inzonderheid ten aanzien van de ligging, de oppervlakte, de hoogte, de luchtverversching, de lichttoetreding, de verdeling binnenshuis en de binnenplaats.

Deze eischen worden bepaald door een gemeentereglement of, bij gebreke van een behoorlijk goedgekeurd gemeentereglement, door een model-reglement bepaald bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK II.

Vestiging der openingstaxe; bedrag, opvorderbaarheid, enz.; verschillende bepalingen.

ART. 17.

Het bedrag van de openingstaxe der slijterijen van geestrijke of gegiste dranken in het klein wordt geregeld als volgt :

300 frank in de gemeenten hebbende minder dan 5,000 inwoners;

400 frank in de gemeenten van 5,000 tot 15,000 inwoners;

500 frank in de gemeenten hebbende meer dan 15,000 tot 30,000 inwoners;

750 frank in de gemeenten hebbende meer dan 30,000 tot 60,000 inwoners;

1,000 frank in de gemeenten van meer dan 60,000 inwoners.

De in aanmerking te nemen bevolking is vastgesteld door de jongste tienjaarlijksche volkstelling bekend gemaakt vóór het jaar der opvorderbaarheid.

Het bedrag wordt voor de reizende slijterijen eenvormig op 500 frank gesteld.

ART. 18.

Wordt beschouwd als slijterij in 't klein, alle inrichting of lokaal waar dranken worden verkocht voor verbruik

local soit à demeure fixe ou non, et que le débit soit permanent ou intermittent.

On entend par débits ambulants ceux qui sont tenus dans des barques, bateaux, voitures de chemin de fer ou autres, dans des loges foraines, échoppes, tentes ou autres installations transportées habituellement de localité en localité.

ART. 19.

La taxe est due par tout nouveau débiteur.

Sont considérés comme nouveaux débiteurs :

1° Celui qui ouvre un nouveau débit ou reprend un débit existant ;

2° Celui qui remet en exploitation un débit qui a été fermé.

Exception est faite dans le cas où le débit, fermé pour une cause de force majeure, est remis en exploitation par la même personne dans les six mois ;

3° Celui qui transporte son débit d'une commune dans une autre non limitrophe ou ne faisant pas partie de la même agglomération.

ART. 20.

§ 1^{er} Ne sont pas considérés comme nouveaux débiteurs :

1° Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu par son conjoint ;

2° Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu soit par son père, sa mère ou autre ascendant, soit par son descendant.

ter plaatse, ongeacht of het lokaal gevestigd zij of niet, en of de slijterij doorlopend of bij afwisseling gehouden wordt.

Door reizende slijterijen zijn te verstaan dezulke die gehouden worden in booten, schepen, spoorwegrijtuigen of andere, in kermiskramen, loodsen, tenten of andere inrichtingen die doorgaans van de eene naar de andere localiteit worden overgebracht.

ART. 19.

De taxe is door elk nieuwen slijter verschuldigd.

Worden beschouwd als nieuwe slijters :

1° Degene die eene nieuwe slijterij opent of eene bestaande slijterij overneemt ;

2° Degene die eene slijterij welke gesloten geweest is opnieuw in exploitatie stelt.

Uitzondering wordt gemaakt in geval de slijterij, gesloten op grond van overmacht, binnen de zes maanden door denzelfden persoon opnieuw in exploitatie wordt gesteld ;

3° Degene die zijne slijterij van uit eene gemeente naar eene andere gemeente overbrengt die de eerste niet aangrenst of geen deel uitmaakt van dezelfde.

ART. 20.

Worden niet beschouwd als nieuwe slijters :

1° Degene die, in hetzelfde lokaal, de slijterij voortzet, welke door zijnen echtgenoot gehouden werd ;

2° Degene die, in hetzelfde lokaal, de slijterij voortzet, welke door zijnen vader, zijne moeder of anderen bloedverwant in de opgaande lijn gehouden werd ;

3° Celui qui, ayant fait partie d'une association ou communauté de fait au profit de laquelle le débit était exploité, continue ce débit, dans le même local, pour son compte personnel;

4° Celui qui transporte son débit dans un autre local de la même commune.

§ 2. Le débitant qui se trouve dans l'un des cas du présent article est tenu de faire la déclaration du changement, dans la quinzaine, au bureau du receveur des contributions du ressort.

Art. 21.

§ 1^{er}. Si un débit est tenu pour le compte d'un tiers par un gérant ou autre préposé, le commettant est seul considéré comme débitant pour l'application de la taxe.

§ 2. En cas de changement du préposé, le commettant est tenu d'en faire la déclaration au receveur des contributions du ressort avant le jour de l'entrée en fonctions du nouveau préposé.

Art. 22.

Quinze jours au moins avant de commencer son exploitation, le nouveau débitant remet au receveur des contributions du ressort une déclaration d'ouverture, de reprise ou de réouverture, dans la forme arrêtée par le Ministre des Finances.

Cette déclaration indique avec précision la situation du débit.

Elle est accompagnée d'un certificat de l'autorité communale compétente attestant :

1° Que le débit réunit les conditions exigées en vertu de l'article 16;

3° Degene die, deel uitgemaakt hebbende van eene genootschap of gemeenschap ten voordeele waarvan de slijterij gedreven werd, de slijterij, in hetzelfde lokaal, voor eigen rekening voorthoudt;

4° Degene die zijne slijterij naar een ander lokaal in dezelfde gemeente overbrengt.

§ 2. De slijter op wien een der gevallen van dit artikel toepasselijk is, is gehouden, binnen de vijftien dagen, van de verandering aangifte te doen ten kantore van den ontvanger der belastingen van het gebied.

Art. 21.

§ 1. Indien eene slijterij, voor rekening van eenen derde, wordt gehouden door eenen zaakvoerder of anderen aangestelde, wordt, voor de toepassing der taxe, de lastgever alleen als slijter beschouwd.

§ 2. In geval van verandering van den aangestelde, is de lastgever gehouden aan den ontvanger der belastingen van het gebied daarvan aangifte te doen vóór den dag waarop de nieuwe aangestelde zijne betrekking aanvaardt.

Art. 22.

Ten minste vijftien dagen vóór dat hij zijne exploitatie begint, dient de nieuwe slijter, bij den ontvanger der belastingen van het gebied, eene aangifte in van opening, van overneming of van heropening, in den vorm vastgesteld door den Minister van Financiën.

Deze aangifte wijst nauwkeurig de ligging der slijterij aan.

Zij gaat vergezeld van een bewijs-schrift van de gevoegde gemeenteoverheid, ten blijke :

1° Dat de slijterij aan de voorwaarden voldoet krachtens artikel 16 geëischt;

2° Que le débitant ne se trouve pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 15, n°s 2°, 3° et 4°, de la présente loi.

ART. 23.

§ 1^{er}. La taxe est payée, en une fois, au moment de la remise de la déclaration.

Toutefois, en cas de contestation ou si un complément d'information est nécessaire, la taxe est payée après avertissement du receveur notifiant l'acceptation définitive de la déclaration.

§ 2. Il n'y a lieu à restitution que si la profession n'a pas été exercée.

ART. 24.

Toute réclamation en matière de taxe d'ouverture est, à peine de déchéance, adressée, dans les trois mois du paiement, au directeur provincial des contributions directes, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts contre cette décision dans les formes et délais stipulés en matière de contributions directes.

CHAPITRE III.

Pénalités.

ART. 25.

§ 1^{er}. Sont punis :

1° D'une amende égale au double de la taxe, indépendamment du paiement de celle-ci, toute infraction aux articles 19, 22 et 23;

2° Dat de slijter zich niet bevindt in een der gevallen van uitsluiting voorzien bij artikel 15, n°s 2°, 3° en 4°, dezer wet.

ART. 23.

§ 1. De taxe wordt dadelijk bij de indiening der aangifte ineens betaald.

Echter, in geval van geschil of wanneer aanvullende inlichtingen noodig zijn, wordt de taxe betaald na waarschuwing van den ontvanger berichtende de eindaanvaarding der aangifte.

§ 2. Dan alleen geeft het pas aan teruggave wanneer het ambt niet uitgeoefend werd.

ART. 24.

Alle bezwaar in zake openingstaxe moet, op straf van verval, binnen de drie maanden na de betaling worden ingediend bij den provincialen bestuurder der rechtstreeksche belastingen, die door eene met redenen omkleede beslissing uitspraak doet.

Tegen deze beslissing mag hooger beroep of beroep in cassatie worden ingesteld in den vorm en binnen de termijnen bepaald in zake rechtstreeksche belastingen.

HOOFDSTUK III.

Strafbepalingen.

ART. 25.

§ 1. Worden gestraft :

1° Met eene boete gelijk aan tweemaal de taxe, onverminderd de betaling dezer laatste, elke overtreding van artikelen 19, 22 en 23;

2° D'une amende de 300 à 1,000 francs :

a) Toute infraction à l'article 15, § 1^{er}, par toute personne se trouvant dans l'un des cas prévus par les n^{os} 2°, 3° et 4° de cet article.

La fermeture du débit est en outre prononcée; l'exécution de cette mesure peut toutefois être reculée de six mois si l'exploitant n'est que locataire;

b) Toute infraction à l'article 16 ou aux mesures prises pour son exécution;

3° D'une amende de 25 à 100 francs, les infractions :

a) Au § 2 de l'article 20 et au § 2 de l'article 21;

b) A l'article 15, § 1^{er}, par toute personne se trouvant dans le cas du n° 1° de ce paragraphe;

c) A toute disposition de la présente loi pour laquelle aucune pénalité n'est spécialement prévue.

§ 2. A défaut de paiement des pénalités encourues, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un à trois mois pour les infractions visées au n^{os} 1° et 2° du présent article et par un emprisonnement de huit jours à un mois pour celles prévues au n° 3° de cet article.

§ 3. En cas d'infraction à l'article 15, § 1^{er}, n° 1°, à l'article 16 ou à l'article 23, la fermeture du débit peut être prononcée, soit jusqu'après paiement des impôts, des taxes, ainsi que des amendes, soit jusqu'au moment où les conditions prescrites en vertu de l'article 16 sont réalisées.

§ 4. Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

2° Met eene boete van 300 tot 1,000 frank :

a) Elke overtreding van artikel 15, § 1, door iederen persoon die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij n^{os} 2°, 3° en 4° van dit artikel.

Daarenboven wordt de sluiting van de slijterij uitgesproken; is de slijter slechts huurder, dan mag de ten uitvoerlegging van dezen maatregel voor zes maanden worden verschoven;

b) Elke overtreding aan artikel 16 of van maatregelen genomen tot uitvoering daarvan;

3° Met eene boete van 25 tot 100 frank, de overtredingen :

a) Van § 2 van artikel 20 en van § 2 van artikel 21;

b) Van artikel 15, § 1, door elken persoon die zich in het geval van n° 1° van deze paragraaf bevindt;

c) Van alle bepaling dezer wet waaromtrent geene straf in het bijzonder wordt voorzien.

§ 2. Bij niet betaling der belooopen straffen, wordt, voor de overtredingen bedoeld onder n^{os} 1° en 2° van dit artikel, de boete vervangen door eene gevangenisstraf van ééne tot drie maanden en, voor die voorzien onder n° 3° van dit artikel, door eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand.

§ 3. De sluiting der slijterij mag worden uitgesproken, hetzij tot na betaling der belastingen, der taxes, alsmede der boeten, hetzij tot het oogenblik waarop de krachtens artikel 16 voorgeschreven voorwaarden vervuld zijn.

§ 4. De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 aangaande de voorwaardelijke veroordeeling zijn niet van toepassing op de straffen die bij deze wet zijn voorzien.

TITRE IV.

Disposition générale concernant les infractions. — Abrogations. — Dispositions transitoires. — Mise en exécution de la loi.

ART. 26.

Sont rendues applicables aux infractions à la présente loi, les dispositions des lois et règlements sur les contributions directes, douanes et accises, concernant la rédaction, l'affirmation et l'enregistrement des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode des poursuites, la responsabilité et le droit de transiger.

ART. 27.

Sont abrogés :

1° L'article 2, 1°, et les articles 4 à 14 de la loi du 19 août 1889 ;

2° L'article 141 de la loi du 15 avril 1896.

ART. 28.

L'ouverture d'un nouveau débit, la reprise d'un débit existant et tous autres faits déterminant l'exigibilité de la taxe d'ouverture, qui auront lieu du 10 au 31 décembre 1912 inclusivement, tomberont sous l'application de la présente loi.

Dans ces cas, les délais pour la déclaration et le paiement de la taxe, ainsi que les autres mesures d'exécution, seront fixés par le Ministre des Finances.

ART. 29.

Si le total du produit des taxes établies par la présente loi et des droits d'entrée sur le bétail et les viandes est inférieur, pour l'année 1913, au mon-

TITEL IV.

Algemeene bepalingen betreffende de overtredingen. — Afschaffingen. — Overgangsbepalingen. — Tenuitvoering der wet.

ART. 26.

Worden van toepassing gemaakt op de overtredingen aan deze wet, de bepalingen der wetten en reglementen op de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, betreffende het opstellen, het beëedigen en het registreeren der processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging, de verantwoordelijkheid, het recht tot schikking in der minne.

ART. 27.

Worden afgeschaft :

1° Artikel 2, 1°, en de artikelen 4 tot 14 der wet van 19 Augustus 1889 ;

2° Artikel 141 der wet van 15 April 1896.

ART. 28.

De opening van eene nieuwe slijterij, de overneming van eene bestaande slijterij en alle anderen feiten welke de opvorderbaarheid der openingstaxe te weeg brengen, welke plaats zullen hebben van den 10 tot 31 December 1912, vallen onder de toepassing dezer wet.

In deze gevallen worden de termijnen voor de aangifte, de betaling der taxe en de andere uitvoeringsmaatregelen door den Minister van Financiën bepaald.

ART. 29.

Indien het totaal van de opbrengst der taxes gevestigd bij deze wet en van de invoerrechten op het vee en het vleesch, voor het jaar 1913, minder is

tant cumulé du droit de licence et des droits d'entrée sur le bétail et les viandes, perçus pour l'année 1912, la différence sera prélevée sur la réserve du fonds communal pour être versée au fonds spécial.

ART. 30.

La présente loi sera obligatoire à partir du lendemain de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 1912.

dan het gezamenlijk bedrag van het vergunningsrecht en van de invoerfechten op het vee en het vleesch geheven over het jaar 1912, wordt het verschil van de reserve van het gemeentefonds genomen om in het bijzonder fonds te worden gestort.

ART. 30.

Deze wet wordt daags na hare afkondiging verplichtend.

Gegeven te Brussel, den 9^e December 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 DECEMBER 1912.

Wetsvoorstel het vergunningsrecht op de slijterijen van alcoholhoudende dranken afschaffend en bijzondere taxes vaststellend op den binnenlandschen en vreemden brandewijn alsook eene openingstaxe op de slijterijen van geestrijke of gegiste dranken.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Middenafdeeling der Kamer, die het ontwerp-begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1913 onderzocht, heeft meer dan eens aangedrongen op afschaffing van het vergunningsrecht op de slijterijen van alcoholhoudende dranken, ingevoerd bij de wet van 19 Augustus 1889, onder voorbehoud, nochtans, dat de middelen, welke het thans aan de gemeenten verschaft, dadelijk bij zijne verdwijning, te haren bate vervangen worden door andere belastingen strekkende insgelijks tot het doel dat de wetgever zich in 1889 voor oogen had gesteld.

De Regeering beaamt dat verlangen. Zij stelt voor om, in de plaats van het vergunningsrecht, eene bijzondere taxe te stellen op den brandewijn, zoowel binnen- als buitenlandschen en eene taxe van opening of van eerste nederzetting ten laste der nieuwe slijters van geestrijke of gegiste dranken.

Ziedaar het bijzonderste onderwerp van het wetsontwerp, dat, ingevolge 's Konings bevelen, ik de eer heb op het bureel der Kamers neer te leggen.

*
* *

Artikel 2 van het ontwerp, uiteengezet in de artikelen 4 en 5, vestigt, in de eerste plaats, eene bijzondere taxe op den binnenlandschen brandewijn en eene bijzondere taxe, te voegen bij het bedrag der rechten

geheven bij den invoer van den brandewijn, de likeuren en het alcoholhoudend reukwerk.

Men is van oordeel, dat de opbrengst dezer twee taxes ongeveer 4 miljoen frank kan bedragen.

De taxe op den binnenlandschen brandewijn wordt geheven op het oogenblik der lichting van het document dat dient om de weghaling voor het verbruik te dekken van den brandewijn komende uit de stokerijen, de distilleerderijen of de openbare stapelhuizen. De taxe op de uit den vreemde komende voortbrengselen wordt terzelfdertijd als het inkomende recht betaald.

Ten einde de heffing van gezegde taxes te verzekeren, moeten aanvullingsmaatregelen genomen worden, niet enkel voor wat sommige inrichtingen in de fabrieken aangaat, maar ook met het oog op de bewaking van den brandewijn bij het wegnemen uit deze fabrieken.

Anderzijds dient opgemerkt, dat de distilleerderijen thans bijna niet bewaakt worden. Nu, de waarborg der rechten van den Staat eischt, dat zij aan een strenger toezicht onderworpen worden.

Wat den gesmokkelden alcohol betreft, die afkomstig is, hetzij van geheime stokerijen, hetzij van regelmatig aangegeven fabrieken, deze wordt hedendaags vervoerd zonder beletsel. Zulks zal in 't vervolg niet meer het geval zijn, daar alle vervoer door een document zal moeten worden vergezeld.

Hoogerbedoelde aanvullingsmaatregelen zijn voorzien bij artikel 6, 7, 8 en 9.

Door artikel 9 wordt machtiging gegeven opnemingen te doen in de stokerijen alsmede in de bergplaatsen van de handelaars, makelaars en in het algemeen van alwie zich bezighoudt met verzendingen van brandewijn of likeuren. Deze opnemingen zijn thans voorgeschreven, door artikel 86, § 2, der wet van 15 April 1896, alleenlijk in de distilleerderijen. 't Is van belang, met een doel van nazicht, dat dit recht uitgebreid worde tot alle hooger vermelde fabrieken en magazijnen.

. . .

Om paal en perk te stellen aan de vermenigvuldiging der herbergen, wordt door de openbare meening jarenlang reeds gevorderd dat eene openingstaxe ten laste der nieuwe drankslijters worde gevestigd, alsmede dat maatregelen worden genomen van aard om het beroep aan slecht befaamde, verdachte of onvermogene personen ontoegankelijk te maken en om de slijterijen te weren wier wijze van inrichting voor de gezondheid en zelfs voor de zedelijkheid schadelijk is.

De artikelen 15 en volgende strekken tot de verwezenlijking dier verlangens.

In de eerste plaats komen de bepalingen die men bestempelen kan als zijnde van publieke waarde, welke reeds de goedkeuring verwierven van de Bijzondere Commissie, die indertijd belast was het wetsontwerp te overwegen, dat den 14 Januari 1908 door den Minister van Financiën werd ingediend. (Verslag van den heer Francotte, namens de Commissie, nedergelegd in de vergadering der Kamer van 3 Juni 1909.)

Deze bepalingen hebben een tweeledig doeleinde : eenerzijds versteken zij van het recht eene slijterij te houden, de personen die geen vertrouwen kunnen inboezemen; anderzijds, laten zij de Regeering toe om, bij voorkomend geval, in de plaats van de die het zouden verwaarloozd hebben gemeentebesturen, de voorzieningen voor te schrijven, die voor eene behoorlijke inrichting der slijterijen benodigd zijn.

Vervolgens komen de bepalingen betreffende de openingstaxe.

Het ontwerp voert eene openingstaxe in ten laste van alwie zich nederzet als slijter van geestrijke of gegiste dranken in het klein, hetzij die eene nieuwe slijterij opent, hetzij die eene bestaande slijterij overneemt. De taxe zal dus den nieuwen slijter en niet het onroerend goed treffen. Het onroerend goed, waarin eene nieuwe slijterij wordt geopend, en niet den slijter, aan de taxe onderwerpen en wijders het lokaal voor altijd vrijstellen, zou vestiging voor eeuwig van eene drankslijterij in dat onroerend goed heeten en, derhalve, regelrecht tegen het nagestreefde doel ingaan. Het is duidelijk, dat zulke maatregel geene vermindering van het getal herbergen te weeg zou brengen; hij zou zelfs hunne vermenigvuldiging niet belemmeren. Want betaling der taxe zou, door in daadzaak aan het onroerend goed een werkelijk voorrecht te kleven, voor den eigenaar geen bezwaar zijn, aangezien hij de zekerheid zou hebben het bedrag er van te verhalen door eene verhooging van huur, welke, telkenjare herhaald wordende, per slot van rekening winstgevend zou worden. Daarenboven is degene die eene bestaande slijterij overneemt een nieuwe slijter, evenzeer als degene die eene nieuwe slijterij opent; het is, dienvolgens, billijk en rechtmatig dat de wet den eenen en den anderen op gelijken voet behandelt, dewijl de eerste, evenmin als de tweede, zich op het voordeel van eenen verkregen toestand kan beroepen.

De maatstaf der openingstaxe is die welke bepaald was bij de §§ 1 en 2 van artikel 11 van het wetsontwerp van 1908.

De jaarlijksche opbrengst dezer taxe wordt bij wijze van vooruitzicht, gelijk hooger vermeld is, op 3 miljoen geraamd.

De aangifte, bij den ontvanger der belastingen in te dienen, wordt niet alleen gevorderd voor de vereffening der taxe; zij moet, daarenboven, toelaten dat onderzocht worde of de aangever niet onder de toepassing valt van een der gevallen van ontzegging van de uitoefening van het beroep, en of de lokalen aan de gestelde gezondheidseischen beantwoorden. Geschillen kunnen dus ontstaan omtrent de ontvankelijkheid der aangifte, 't is daarom dat artikel 22 wil, dat zij gedaan worde ten minste vijftien dagen

vóór den datum waarop men van zins is de slijterij te openen of over te nemen.

Zekere maatschappijen, alsmede eigenaars van groote brouwerijen, die hotels en koffiehuzen bezitten, vertrouwen de exploitatie er van aan zaakvoerders toe. Deze toestand wordt, bepaaldelijk, voorzien bij artikel 21, dat toelaat de exploitatie van eene slijterij door eenen zaakvoerder of anderen aangestelde niet met overneming van eene slijterij gelijk te stellen, mits nochtans bewezen worde dat men werkelijk met een zaakvoederschap te doen heeft. Hetzelfde beginsel is toepasselijk op de kringen en op de bijzondere maatschappijen of vereenigingen tot vermaak. Deze genootschappen worden, zooals al de andere houders van slijterijen, aan de openingstaxe onderworpen wanneer zij eene nieuwe slijterij openen of eene bestaande slijterij overnemen, doch het spreekt van zelf dat de vervanging van den zaakvoerder niet aanleiding geeft tot het heffen van de openingstaxe wanneer de slijterij voor hunne rekening gehouden is. Echter wordt eene aangifte gevorderd om aan het beheer het bestaan van eenen aangestelde alsmede de vervanging van den aangestelde kenbaar te maken.

Artikel 15 wijst de klassen van personen aan wien het verboden is geestrijke of gegiste dranken in 't klein te verkoopen, hetzij persoonlijk, hetzij door tusschenpersoon.

Het zijn, eerst, de personen die het geheele bedrag van hunne belastingen voor het verlopen jaar, of de provincie- en gemeentetaxes op de drank-slijterijen, niet betaald hebben; wat hun betreft, wordt het verbod geheven zoodra de oorzaak verdwijnt. Het is buiten twijfel dat de drank-slijterijhouders, die er niet toekomen hunne belastingen te betalen of die in dit opzicht blijken geven van eene halsstarrige nalatigheid, weinig vertrouwen verdienen; het is wenschelijk dat dergelijke inrichtingen tot sluiten genoopt worden.

Wat de andere klassen van personen betreft aan wie het ontwerp het recht ontzegt eene slijterij in 't klein te houden, het zijn die welke in België of in den vreemde veroordeeld zijn geworden, hetzij wegens eenig misdrijf, hetzij wegens een der feiten opgenoemd onder de hoofdstukken IV en volgende van titel VII van het Strafwetboek (artikelen 368 tot 391). De bepaling vindt, in het eerste geval, hare verantwoording in haar zelve; en het volstaat het opschrift van titel VII van het Strafwetboek te vermelden: « Over de misdrijven en overtredingen tegen de orde der familiën en tegen de openbare zedelijkheid » om haar insgelijks in het tweede geval te rechtvaardigen.

De ontzegging strekt zich daarenboven uit tot degenen die huizen of inrichtingen van ontucht gehouden hebben.

De gezondheid der herbergen maakt het onderwerp van artikel 16 uit. De regeling moet, namelijk, de oppervlakte en de ruimte der inrichtingen,

hare ligging, hare inrichting binnenshuis en hare aanhoorigheden, de luchtverversching en de lichttoetreding beoogen.

Artikel 20 waarborgt de handhaving der verkregen toestanden, hoofdzakelijk ten gunste der gezinnen, en insgelijks, bij voorkomend geval, ten gunste der personen die eene zakelijke vereeniging voor het houden eener slijterij hadden opgericht.

Artikel 18 bepaalt den zin van de uitdrukking « slijterij in 't klein ». Zoowel voor de geestrijke dranken als voor de gegiste dranken, is de slijterij in 't klein gekenteekend door het verbruik ter plaatse. Hieruit volgt dat de bierkoopman, de kruidenier of andere winkelier, die brandewijn of bier op flesschen verkoopt, of bij wien men er gaat halen voor het huishoudelijk verbruik, niet aanzien wordt als slijter in 't klein.

Hetzelfde artikel bepaalt wat verstaan moet worden door rondreizende slijterij. Daar het, uit hoofde van hunne verplaatsing, onmogelijk is ze te rangschikken volgens de belangrijkheid van de gemeenten, is de oordeelkundigste oplossing ze in eene eenvormige belasting aan te slaan.

Artikel 23 beschikt, dat de openingstaxe ineens dadelijk betaalbaar is wanneer de aangifte wordt afgegeven of wanneer de ontvanger aan den belastingschuldige laat weten dat zijne aangifte aanvaard is. Deze laatste bepaling schijnt noodig te zijn, want het zal kunnen voorvallen dat verscheidene dagen zullen verlopen tusschen den datum der neerlegging en dien der aanvaarding van de aangifte, dewijl men zich eerst zal moeten overtuigen dat de vermeldingen van de aangifte juist zijn en inzonderheid dat de lokalen voldoen aan de eischen die aan de inrichting er van gesteld zijn.

*
* *

De opbrengst der nieuwe taxes, ingevoerd ter vervanging van het vergunningsrecht, wordt, ten titel van vergelding, aan het bijzonder fonds toegekend.

Doch de verschillende noodwendigheden van toezicht en de andere maatregelen van ambtelijken aard, welke de wet ten gevolge zal hebben, zullen aanzienlijke uitgaven veroorzaken, uit hoofde, hoofdzakelijk, eener noodige versterking van het accijnspersoneel. Daarom bedingt artikel 3 eene vooraflichting van 5 t. h. voor kosten van beheer. De ervaring van eene tweejarige toepassing zal, buiten twijfel, noodzakelijk en voldoende zijn om te beoordeelen of die vooraflichting met de werkelijkheid strookt, desvoorkomend zou de noodig bevonden verevening te gelegener plaats en tijd worden voorgesteld.

Het bijzonder fonds wordt gevoed door het vergunningsrecht en door het invoerrecht op het vee en het vleesch. De ramingen der opbrengst van de nieuwe taxes slechts benaderend zijnde, bevat artikel 29 de noodige bepaling om, in 1913, aan het bijzonder fonds de volle vergelding te verzekeren.

Ten slotte onderwerpt artikel 28 aan de nieuwe bepalingen betreffende de behoorlijkheid der inrichtingen en de verplichting tot betaling der taxe, de slijterijen die mochten geopend of overgenomen worden sedert den datum van nederlegging van dit ontwerp. Deze maatregel is ingegeven door de bedoeling te vermijden, dat een groot aantal slijterijen met overhaasting worden ingericht in bedenkelijke voorwaarden uit een oogpunt van gezondheid of betamelijkheid, door personen van verdachte zedelijkheid.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

Projet de loi abolissant le droit de licence sur les débits de boissons alcooliques et établissant des taxes spéciales sur les eaux-de-vie indigènes et étrangères, ainsi qu'une taxe d'ouverture sur les débits de boissons spiritueuses ou fermentées.

Wetsontwerp het vergunningsrecht op de slijterijen van alcoholhoudende dranken afschaffend en bijzondere taxes vaststellend op den binnenlandschen en vreemden brandewijn alsook eene openingstaxe op de slijterijen van geestrijke of gegiste dranken.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

Abolition du droit de licence sur les débits de boissons alcooliques. — Établissement de taxes au profit du fonds spécial des communes.

ARTICLE PREMIER.

Le droit de licence sur les débits de boissons alcooliques, établi par les articles 4 à 14 de la loi du 19 août 1889, est aboli.

ART. 2.

Il est établi, au profit du fonds spécial des communes institué par l'article 1^{er} de la loi du 19 août 1889 :

1° Une taxe sur les eaux-de-vie indi-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën zal, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers ter overweging aanbieden het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

TITEL ÉÉN.

Afschaffing van het vergunningsrecht op de slijterijen van alcoholhoudende dranken. — Vestiging van taxes ten bate van het bijzonder fonds der gemeenten.

ARTIKEL 1.

Het vergunningsrecht op de slijterijen van alcoholhoudende dranken, gevestigd bij de artikelen 4 tot 14 der wet van 19 Augustus 1889, wordt afgeschaft.

ART. 2.

Ten bate van het bijzonder fonds der gemeenten, ingesteld bij artikel 1 der wet van 19 Augustus 1889, wordt gevestigd :

1° Eene taxe op den binnenlandschen

gènes de toute espèce, déclarées en consommation;

2° Une taxe additionnelle au montant des droits d'entrée sur les eaux-de-vie étrangères et sur les autres liquides alcooliques spécifiés par la présente loi;

3° Une taxe d'ouverture des débits de boissons spiritueuses ou fermentées.

ART. 3.

Le produit des taxes établies par la présente loi, après déduction de 5 % pour frais d'administration, est attribué au fonds spécial.

TITRE II.

Taxe sur les eaux-de-vie et autres liquides alcooliques. — Mesures de contrôle et de surveillance.

CHAPITRE 1^{er}.

Eaux-de-vie indigènes.

ART. 4.

La taxe sur les eaux-de-vie indigènes est fixée à 10 centimes par litre d'eau-de-vie à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

Elle est payée au moment de la levée du document permettant d'enlever la marchandise de la distillerie, de l'usine de rectification ou de l'entrepôt public.

CHAPITRE II.

Liquides alcooliques importés.

ART. 5.

La taxe sur les eaux-de-vie étran-

brandewijn van alle soort, ten verbruike aangegeven;

2° Eene taxe, te voegen bij het bedrag der invoerrechten op den buitenlandschen brandewijn en op de andere alcoholhoudende likeuren omschreven bij deze wet;

3° Eene taxe voor opening der slijterijen van geestrijke of gegiste dranken.

ART. 3.

De opbrengst der taxes gevestigd bij deze wet wordt, na aftrek van 5 t. h. voor kosten van beheer, aan het bijzonder fonds toegekend.

TITEL II.

Taxe op den brandewijn en de andere alcoholhoudende vloeistoffen. — Maatregelen van controle en van toezicht.

HOOFDSTUK I.

Binnenlandschen brandewijn.

ART. 4.

De taxè op den binnenlandschen brandewijn wordt gesteld op 10 centiemen per liter brandewijn hebbende eene sterkte van 50 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

Zij wordt betaald dadelijk bij de lich-ting van het document, waardoor de uitslag der koopwaar uit de stokerij, de distilleerderij of het openbaar stapel-huis wordt toegelaten.

HOOFDSTUK II.

Ingevoerde alcoholhoudende vloeistoffen.

ART. 5.

De taxe op den buitenlandschen

gères et autres liquides alcooliques importés est fixée à 5 % du montant des droits d'entrée.

Elle s'applique :

1° Aux eaux-de-vie de toute espèce;
2° Aux liqueurs, sans distinction de degré;

3° A la quotité d'alcool dépassant 15 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade, contenue dans les vins importés autrement qu'en bouteilles et visés à l'article 4 de la loi du 29 décembre 1903;

4° Aux parfumeries imposées aux droits afférents aux *Autres liquides alcooliques*;

5° Aux produits contenant de l'alcool éthylique, tarifés comme *Autres liquides alcooliques*, à l'exception des vernis.

La taxe est perçue au moment de la déclaration en consommation.

CHAPITRE III.

Dispositions générales; dispositions diverses.

ART. 6.

Tout enlèvement d'eau-de-vie d'une distillerie ou d'une usine de rectification, et tout transport, dans le pays, d'eau-de-vie ou de liqueurs indigènes ou étrangères, doit être couvert par un document réunissant les conditions qui seront déterminées en exécution de l'article 7.

Ce document doit accompagner la marchandise et être représenté, en cours de transport, à toute réquisition des agents de l'administration.

brandewijn en de andere ingevoerde alcoholhoudende vloeistoffen wordt gesteld op 5 t. h. van het bedrag der invoerrechten.

Zij wordt toegepast :

1° Op den brandewijn van alle soort;
2° Op de likeuren, zonder onderscheid van graad;

3° Op de hoeveelheid alcohol boven de 15 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer, vervat in de wijnen die anders dan op flesschen worden ingevoerd en onder artikel 4 der wet van 29 December 1903 bedoeld worden;

4° Op de reukwaren onderworpen aan de rechten van toepassing op de *Andere alcoholhoudende vloeistoffen*;

5° Op de producten bevattende ethyl-alcohol bij het tarief belast als *Andere alcoholhoudende vloeistoffen*, met uitzondering der vernissen.

De taxe wordt dadelijk bij de aangifte ten verbruik geheven.

HOOFDSTUK III.

Algemeene bepalingen; verschillende bepalingen.

ART. 6.

Alle uitslag van brandewijn uit eene stokerij of uit eene distilleerderij, en alle vervoer, binnenslands, van binnenslandsche of buitenlandsche brandewijnen of likeuren, moet door een document gedekt zijn vervullende de voorwaarden die in uitvoering van artikel 7 zullen bepaald worden.

Dit document vergezelt de koopwaar en moet, onderweg, op alle verzoek der agenten van het beheer vertoond worden.

ART. 7.

Le Gouvernement est autorisé à réglementer le transport des eaux-de-vie et des liqueurs et à prendre des mesures de surveillance spéciales en vue d'assurer la perception des droits et taxes établis sur ces produits.

Il peut, notamment, interdire aux administrations de chemins de fer, tramways, bateaux et autres services de messageries, de transporter les dits produits sans qu'ils soient accompagnés du document exigé.

ART. 8.

Les distilleries et les usines de rectification ne peuvent avoir qu'une seule issue, donnant sur la voie publique.

Un bureau établi à proximité de cette issue, par les soins de l'industriel, suivant les dispositions prescrites par le Ministre des Finances, est mis à l'usage exclusif des employés de l'administration; ceux-ci en ont seuls la clef.

Le Ministre peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser des dérogations aux deux alinéas qui précèdent.

ART. 9.

Les dispositions de l'article 86, § 2, de la loi du 15 avril 1896, relatives aux recensements dans les usines de rectification, sont rendues applicables aux distilleries, ainsi qu'aux magasins des négociants, des courtiers et, en général, de tous ceux qui font des réexpéditions d'eaux-de-vie ou de liqueurs.

Le Ministre des Finances règle les dispositions d'exécution relatives à ces recensements.

ART. 7.

De Regeering is gemachtigd om het vervoer van den brandewijn en de likeuren aan regeling te onderwerpen en om bijzondere maatregelen van toezicht te nemen ten einde de heffing te verzekeren der rechten en taxes, welke op gemelde producten gevestigd zijn.

Zij mag, namelijk, aan de beheeren van spoorwegen, tramwegen, schepen en andere besteldiensten, het vervoeren van gemelde producten zonder dat zij door het gevorderd document vergezeld zijn ontzeggen.

ART. 8.

De stokerijen en de distilleerderijen mogen slechts een enkelen ingang gevende op den openbaren weg hebben.

Een bureel, gevestigd in de nabijheid van den ingang, door de zorgen van den nijveraar, volgens de bepalingen voorgeschreven door den Minister van Financiën, wordt uitsluitend ten gebuike der beambten van het beheer gesteld; deze hebben er alleen den sleutel van.

De Minister kan, onder de door hem bepaalde voorwaarden, afwijkingen van de twee voorgaande leden toelaten.

ART. 9.

De bepalingen van artikel 86, § 2, der wet van 15 April 1896, betreffende de opnemingen in de distilleerderijen, worden van toepassing gemaakt op de stokerijen, alsmede op de magazijnen van de handelaars, van de makelaars en, in 't algemeen, van al degenen die verzendingen doen van brandewijn of van likeuren.

De Minister van Financiën regelt de bepalingen tot uitvoering in verband met deze opnemingen.

ART. 10.

Les articles 129, 139, §§ 1^{er} et 2, et 144 de la loi du 15 avril 1896 sont rendus applicables, pour l'exécution des articles qui précèdent, aux distillateurs, aux rectificateurs, aux fabricants de liqueurs ou d'eaux-de-senteur, aux négociants, aux courtiers, aux réexpéditeurs ou autres détenteurs d'eaux-de-vie ou de liqueurs.

CHAPITRE IV.

Pénalités.

ART. 11.

Les différences en plus ou en moins excédant 3 ‰, constatées par les recensements chez les distillateurs, les rectificateurs, les fabricants de liqueurs ou d'eaux-de-senteur, les négociants, les courtiers et les réexpéditeurs, sont passibles d'une amende égale au quintuple de l'accise et de la taxe établie par la présente loi, calculées sur les quantités trouvées en plus ou en moins.

Indépendamment de cette pénalité, le paiement de l'accise et de la taxe afférentes aux dites quantités est toujours exigible.

ART. 12.

Tout transport et toute détention d'eaux-de-vie ou de liqueurs, non couverts par des documents valables, entraînent l'application des dispositions des articles 19, 22 à 25 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude. Les pénalités prévues par l'arti-

ART. 10.

De artikelen 129, 139, §§ 1 en 2, en 144 der wet van 15 April 1896, worden, voor de uitvoering der voorgaande artikelen, van toepassing gemaakt op de stokers, distilleerders, fabrikanten van likeuren of reukwaters, handelaars, makelaars, voortverzendes of andere personen die brandewijn of likeuren voorhanden hebben.

HOOFDSTUK IV.

Straffen.

ART. 11.

De verschillen in meer of in minder overtreffende 3 t. h., die door de opnemingen bij de stokers, distilleerders, fabrikanten van likeuren of reukwaters, handelaars, makelaars en voortverzendes worden vastgesteld, zijn strafbaar met eene boete gelijk aan het vijfvoudig bedrag van den accijns en van de taxe bij deze wet gevestigd, berekend over de in meer of in minder bevonden hoeveelheden.

Ongerekend deze straf, is betaling van den accijns en van de taxe in verband met gemelde hoeveelheden steeds vorderbaar.

ART. 12.

Alle vervoer en alle voorhanden hebben van niet door geldige documenten gedekte brandewijn of likeuren hebben toepassing der bepalingen van de artikelen 19 en 22 tot 25 der wet van 6 April 1843 op de beteugeling der smokkelarij ten gevolge. De straffen

cle 25 de la loi du 6 août 1849 sur le transit sont en outre appliquées aux transports des eaux-de-vie ou liqueurs.

ART. 13.

Tout refus d'exercice est puni d'une amende de 1,000 à 5,000 francs.

ART. 14.

Toute contravention non prévue par les articles 11, 12 et 13, et toute infraction aux mesures prises par le Gouvernement ou par le Ministre des Finances en exécution des dispositions du présent titre, sont punies d'une amende de 1,000 à 5,000 francs, sans préjudice, éventuellement, du paiement de l'accise et de la taxe fraudées.

TITRE III.

Dispositions concernant la tenue des débits de boissons spiritueuses ou fermentées. — Taxe d'ouverture de ces débits.

CHAPITRE I^{er}.

Dispositions concernant la tenue des débits.

ART. 15.

§ 1^{er}. Ne peuvent débiter en détail des boissons spiritueuses ou fermentées, soit personnellement, soit par personne interposée :

1^o Ceux qui n'ont pas acquitté la totalité de leurs impositions inscrites aux rôles des contributions directes de

voorzien bij artikel 25 der wet van 6 Augustus 1849 op den doorvoer worden daarenboven toegepast op het vervoer van brandewijn of likeuren.

ART. 13.

Weigering van te voldoen aan een wettig bevel wordt gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank.

ART. 14.

Alle overtreding niet voorzien bij de artikelen 11, 12 en 13, en alle inbreuk op de voorzieningen door de Regeering of door den Minister van Financiën getroffen in uitvoering der bepalingen van dezen titel worden gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank, ongerekend, waar het te pas komt, de betaling van den accijns en van de taxe, die ontdoken worden.

TITEL III.

Bepalingen betreffende het houden der slijterijen van geestrijke of gegiste dranken. — Openingstaxe dezer slijterijen.

HOOFDSTUK I.

Bepalingen betreffende het houden der slijterijen.

ART. 15.

§ 1. Mogen, noch in persoon, noch door tussenpersoon, geestrijke of gegiste dranken in het klein slijten :

1^o Zij die niet ten volle hebben afbetaald hunne belastingen geboekt in de kohieren der rechtstreeksche belastingen

l'année précédente, ou leurs taxes communales ou provinciales sur les débits de boissons pour la même année.

Cette déchéance est levée à partir de la date de paiement de ces impositions, et la taxe d'ouverture n'est pas exigée si le débit n'a pas été fermé pendant plus de six mois;

2^o Ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle;

3^o Ceux qui ont été condamnés pour un des délits prévus par les articles 368 à 391 du Code pénal;

4^o Ceux qui tiennent ou ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestine.

Ne peuvent être commis, comme proposés, à l'exploitation du débit pour le compte d'un tiers, ceux qui se trouvent dans l'un des cas prévus aux n^{os} 2^o, 3^o et 4^o du présent paragraphe.

§ 2. Les dispositions des n^{os} 2^o, 3^o et 4^o du § 1^{er} du présent article ne sont pas applicables aux débitants établis avant la mise en vigueur de la présente loi, soit à raison de condamnations qu'ils auraient encourues du chef de poursuites entamées avant la mise en vigueur de la présente loi, soit à raison du fait d'avoir tenu antérieurement une maison de débauche ou de prostitution.

§ 3. Sont réputés personnes interposées, le conjoint, les ascendants et les descendants habitant avec la personne déchue du droit de tenir un débit.

ART. 16.

Tout débit en détail de boissons spiritueuses ou fermentées ouvert à partir de la mise en vigueur de la présente loi doit réunir, dans l'intérêt de la salubrité

van het voorgaande jaar, of de gemeenten en provincietaxes op de drankslijterijen voor hetzelfde jaar.

Dit verval van recht wordt opgeheven van den datum af der betaling van deze belastingen en de openingstaxe wordt niet gevorderd indien de slijterij niet langer dan zes maanden is gesloten gebleven;

2^o Zij die tot eene crimineele straf werden veroordeeld;

3^o Zij die veroordeeld werden voor een der misdrijven voorzien bij artikelen 368 tot 391 van het Strafwetboek;

4^o Zij die een huis van ontucht of eene inrichting van bedektelijke prostitutie houden of hebben gehouden.

Mogen niet gelast worden, als aangestelden, van het houden der slijterij voor rekening van eenen derde, zij die zich in een der gevallen bevinden voorzien bij n^{os} 2^o, 3^o en 4^o van dit paragraaf.

§ 2. De bepalingen van n^{os} 2^o, 3^o en 4^o van § 1 van dit artikel zijn niet van toepassing op de slijters gevestigd vóór het in werking treden dezer wet, hetzij uit hoofde van de veroordeelingen die zij vroeger zouden beloopt hebben ten gevolge van achtervolgingen aangevangen vóór het inwerkingtreden dezer wet, hetzij uit hoofde van het feit vroeger een huis van ontucht of van prostitutie gehouden te hebben.

§ 3. Worden beschouwd als tussenpersonen, de echtgenoot en de verwanten in de op- en nedergaande lijn inwonende met den persoon wiens het recht tot slijten vervallen is.

ART. 16.

Elke slijterij van geestrijke of gegiste dranken in 't klein, die, te rekenen van het inwerkingtreden dezer wet, geopend wordt, moet, in het belang der

et de la moralité publiques, des conditions spéciales, notamment en ce qui concerne la situation, la superficie, l'élévation, l'aération, l'éclairage, la distribution intérieure et la cour.

Ces conditions sont déterminées par un règlement communal ou, à défaut de règlement communal dûment approuvé, par un règlement-type fixé par arrêté royal.

CHAPITRE II.

Établissement de la taxe; taux, exigibilité, etc.; dispositions diverses.

ART. 17.

Le taux de la taxe d'ouverture des débits en détail de boissons spiritueuses ou fermentées est réglé ainsi qu'il suit :

300 francs dans les communes de moins de 5,000 habitants;

400 francs dans les communes de 5,000 à 15,000 habitants;

500 francs dans les communes ayant plus de 15,000 jusqu'à 30,000 habitants;

750 francs dans les communes ayant plus de 30,000 jusqu'à 60,000 habitants;

1,000 francs dans les communes de plus de 60,000 habitants.

La population à considérer est celle constatée par le dernier recensement décennal publié avant l'année de l'exigibilité.

La base est fixée uniformément à 500 francs pour les débits ambulants.

ART. 18.

Est considéré comme débit en détail, tout établissement où l'on vend des boissons à consommer sur place, que le

openbare gezondheid en zedelijkheid, beantwoorden aan bijzondere eischen, inzonderheid ten aanzien van de ligging, de oppervlakte, de hoogte, de luchtverscheiding, de lichttoetreding, de verdeling binnenshuis en de binnenplaats.

Deze eischen worden bepaald door een gemeentereglement of, bij gebreke van een behoorlijk goedgekeurd gemeentereglement, door een model-reglement bepaald bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK II.

Vestiging der openingstaxe; bedrag, opvorderbaarheid, enz.; verschillende bepalingen.

ART. 17.

Het bedrag van de openingstaxe der slijterijen van geestrijke of gegiste dranken in het klein wordt geregeld als volgt :

300 frank in de gemeenten hebbende minder dan 5,000 inwoners;

400 frank in de gemeenten van 5,000 tot 15,000 inwoners;

500 frank in de gemeenten hebbende meer dan 15,000 tot 30,000 inwoners;

750 frank in de gemeenten hebbende meer dan 30,000 tot 60,000 inwoners;

1,000 frank in de gemeenten van meer dan 60,000 inwoners.

De in aanmerking te nemen bevolking is vastgesteld door de jongste tienjaarlijkse volkstelling bekend gemaakt vóór het jaar der opvorderbaarheid.

Het bedrag wordt voor de reizende slijterijen eenvormig op 500 frank gesteld.

ART. 18.

Wordt beschouwd als slijterij in 't klein, alle inrichting of lokaal waar dranken worden verkocht voor verbruik

local soit à demeure fixe ou non, et que le débit soit permanent ou intermittent.

On entend par débits ambulants ceux qui sont tenus dans des barques, bateaux, voitures de chemin de fer ou autres, dans des loges foraines, échoppes, tentes ou autres installations transportées habituellement de localité en localité.

ART. 19.

La taxe est due par tout nouveau débiteur.

Sont considérés comme nouveaux débiteurs :

1^o Celui qui ouvre un nouveau débit ou reprend un débit existant ;

2^o Celui qui remet en exploitation un débit qui a été fermé.

Exception est faite dans le cas où le débit, fermé pour une cause de force majeure, est remis en exploitation par la même personne dans les six mois ;

3^o Celui qui transporte son débit d'une commune dans une autre non limitrophe ou ne faisant pas partie de la même agglomération.

ART. 20.

§ 1^{er} Ne sont pas considérés comme nouveaux débiteurs :

1^o Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu par son conjoint ;

2^o Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu soit par son père, sa mère ou autre ascendant, soit par son descendant.

ter plaats, ongeacht of het lokaal gevestigd zij of niet, en of de slijterij doorlopend of bij afwisseling gehouden wordt.

Door reizende slijterijen zijn te verstaan dezulke die gehouden worden in booten, schepen, spoorwegrijtuigen of andere, in kermiskramen, loodsen, tenten of andere inrichtingen die doorgaans van de eene naar de andere localiteit worden overgebracht.

ART. 19.

De taxe is door elk nieuwen slijter verschuldigd.

Worden beschouwd als nieuwe slijters :

1^o Degene die eene nieuwe slijterij opent of eene bestaande slijterij overneemt ;

2^o Degene die eene slijterij welke gesloten geweest is opnieuw in exploitatie stelt.

Uitzondering wordt gemaakt in geval de slijterij, gesloten op grond van overmacht, binnen de zes maanden door denzelfden persoon opnieuw in exploitatie wordt gesteld ;

3^o Degene die zijne slijterij van uit eene gemeente naar eene andere gemeente overbrengt die de eerste niet aangrenst of geen deel uitmaakt van dezelfde.

ART. 20.

Worden niet beschouwd als nieuwe slijters :

1^o Degene die, in hetzelfde lokaal, de slijterij voortzet, welke door zijnen echtgenoot gehouden werd ;

2^o Degene die, in hetzelfde lokaal, de slijterij voortzet, welke door zijnen vader, zijne moeder of anderen bloedverwant in de opgaande lijn gehouden werd ;

3° Celui qui, ayant fait partie d'une association ou communauté de fait au profit de laquelle le débit était exploité, continue ce débit, dans le même local, pour son compte personnel;

4° Celui qui transporte son débit dans un autre local de la même commune.

§ 2. Le débitant qui se trouve dans l'un des cas du présent article est tenu de faire la déclaration du changement, dans la quinzaine, au bureau du receveur des contributions du ressort.

ART. 21.

§ 1^{er}. Si un débit est tenu pour le compte d'un tiers par un gérant ou autre préposé, le commettant est seul considéré comme débitant pour l'application de la taxe.

§ 2. En cas de changement du préposé, le commettant est tenu d'en faire la déclaration au receveur des contributions du ressort avant le jour de l'entrée en fonctions du nouveau préposé.

ART. 22.

Quinze jours au moins avant de commencer son exploitation, le nouveau débitant remet au receveur des contributions du ressort une déclaration d'ouverture, de reprise ou de réouverture, dans la forme arrêtée par le Ministre des Finances.

Cette déclaration indique avec précision la situation du débit.

Elle est accompagnée d'un certificat de l'autorité communale compétente attestant :

1° Que le débit réunit les conditions exigées en vertu de l'article 16;

3° Degene die, deel uitgemaakt hebbende van eene genootschap of gemeenschap ten voordeele waarvan de slijterij gedreven werd, de slijterij, in hetzelfde lokaal, voor eigen rekening voorthoudt;

4° Degene die zijne slijterij naar een ander lokaal in dezelfde gemeente overbrengt.

§ 2. De slijter op wien een der gevallen van dit artikel toepasselijk is, is gehouden, binnen de vijftien dagen, van de verandering aangifte te doen ten kantore van den ontvanger der belastingen van het gebied.

ART. 21.

§ 1. Indien eene slijterij, voor rekening van eenen derde, wordt gehouden door eenen zaakvoerder of anderen aangestelde, wordt, voor de toepassing der taxe, de lastgever alleen als slijter beschouwd.

§ 2. In geval van verandering van den aangestelde, is de lastgever gehouden aan den ontvanger der belastingen van het gebied daarvan aangifte te doen vóór den dag waarop de nieuwe aangestelde zijne betrekking aanvaardt.

ART. 22.

Ten minste vijftien dagen vóór dat hij zijne exploitatie begint, dient de nieuwe slijter, bij den ontvanger der belastingen van het gebied, eene aangifte in van opening, van overneming of van heropening, in den vorm vastgesteld door den Minister van Financiën.

Deze aangifte wijst nauwkeurig de ligging der slijterij aan.

Zij gaat vergezeld van een bewijs-schrift van de gevoegde gemeenteoverheid, ten blijke :

1° Dat de slijterij aan de voorwaarden voldoet krachtens artikel 16 geëischt;

2^o Que le débitant ne se trouve pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 15, n^{os} 2^o, 3^o et 4^o, de la présente loi.

ART. 23.

§ 1^{er}. La taxe est payée, en une fois, au moment de la remise de la déclaration.

Toutefois, en cas de contestation ou si un complément d'information est nécessaire, la taxe est payée après avertissement du receveur notifiant l'acceptation définitive de la déclaration.

§ 2. Il n'y a lieu à restitution que si la profession n'a pas été exercée.

ART. 24.

Toute réclamation en matière de taxe d'ouverture est, à peine de déchéance, adressée, dans les trois mois du paiement, au directeur provincial des contributions directes, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts contre cette décision dans les formes et délais stipulés en matière de contributions directes.

CHAPITRE III.

Pénalités.

ART. 25.

§ 1^{er}. Sont punis :

1^o D'une amende égale au double de la taxe, indépendamment du paiement de celle-ci, toute infraction aux articles 19, 22 et 23;

2^o Dat de slijter zich niet bevindt in een der gevallen van uitsluiting voorzien bij artikel 15, n^{os} 2^o, 3^o en 4^o, dezer wet.

ART. 23.

§ 1. De taxe wordt dadelijk bij de indiening der aangifte ineens betaald.

Echter, in geval van geschil of wanneer aanvullende inlichtingen noodig zijn, wordt de taxe betaald na waarschuwing van den ontvanger berich-
tende de eindaanvaarding der aangifte.

§ 2. Dan alleen geeft het pas aan teruggave wanneer het ambt niet uitgeoefend werd.

ART. 24.

Alle bezwaar in zake openingstaxe moet, op straf van verval, binnen de drie maanden na de betaling worden ingediend bij den provincialen bestuurder der rechtstreeksche belastingen, die door eene met redenen omkleede beslissing uitspraak doet.

Tegen deze beslissing mag hooger beroep of beroep in cassatie worden ingesteld in den vorm en binnen de termijnen bepaald in zake rechtstreeksche belastingen.

HOOFDSTUK III.

Strafbepalingen.

ART. 25.

§ 1. Worden gestraft :

1^o Met eene boete gelijk aan tweemaal de taxe, onverminderd de betaling dezer laatste, elke overtreding van artikelen 19, 22 en 23;

2° D'une amende de 300 à 1,000 francs :

a) Toute infraction à l'article 15, § 1^{er}, par toute personne se trouvant dans l'un des cas prévus par les n°s 2°, 3° et 4° de cet article.

La fermeture du débit est en outre prononcée; l'exécution de cette mesure peut toutefois être reculée de six mois si l'exploitant n'est que locataire;

b) Toute infraction à l'article 16 ou aux mesures prises pour son exécution;

3° D'une amende de 25 à 100 francs, les infractions :

a) Au § 2 de l'article 20 et au § 2 de l'article 21;

b) A l'article 15, § 1^{er}, par toute personne se trouvant dans le cas du n° 1° de ce paragraphe;

c) A toute disposition de la présente loi pour laquelle aucune pénalité n'est spécialement prévue.

§ 2. A défaut de paiement des pénalités encourues, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un à trois mois pour les infractions visées au n°s 1° et 2° du présent article et par un emprisonnement de huit jours à un mois pour celles prévues au n° 3° de cet article.

§ 3. En cas d'infraction à l'article 15, § 1^{er}, n° 1°, à l'article 16 ou à l'article 23, la fermeture du débit peut être prononcée, soit jusqu'après paiement des impôts, des taxes, ainsi que des amendes, soit jusqu'au moment où les conditions prescrites en vertu de l'article 16 sont réalisées.

§ 4. Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

2° Met eene boete van 300 tot 1,000 frank :

a) Elke overtreding van artikel 15, § 1, door iederen persoon die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij n°s 2°, 3° en 4° van dit artikel.

Daarenboven wordt de sluiting van de slijterij uitgesproken; is de slijter slechts huurder, dan mag de ten uitvoerlegging van dezen maatregel voor zes maanden worden verschoven;

b) Elke overtreding aan artikel 16 of van maatregelen genomen tot uitvoering daarvan;

3° Met eene boete van 25 tot 100 frank, de overtredingen :

a) Van § 2 van artikel 20 en van § 2 van artikel 21;

b) Van artikel 15, § 1, door elken persoon die zich in het geval van n° 1° van deze paragraaf bevindt;

c) Van alle bepaling dezer wet waaromtrent geene straf in het bijzonder wordt voorzien.

§ 2. Bij niet betaling der belooopen straffen, wordt, voor de overtredingen bedoeld onder n°s 1° en 2° van dit artikel, de boete vervangen door eene gevangenisstraf van ééne tot drie maanden en, voor die voorzien onder n° 3° van dit artikel, door eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand.

§ 3. De sluiting der slijterij mag worden uitgesproken, hetzij tot na betaling der belastingen, der taxes, alsmede der boeten, hetzij tot het oogenblik waarop de krachtens artikel 16 voorgeschreven voorwaarden vervuld zijn.

§ 4. De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 aangaande de voorwaardelijke veroordeeling zijn niet van toepassing op de straffen die bij deze wet zijn voorzien.

TITRE IV.

Disposition générale concernant les infractions. — Abrogations. — Dispositions transitoires. — Mise en exécution de la loi.

ART. 26.

Sont rendues applicables aux infractions à la présente loi, les dispositions des lois et règlements sur les contributions directes, douanes et accises, concernant la rédaction, l'affirmation et l'enregistrement des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode des poursuites, la responsabilité et le droit de transiger.

ART. 27.

Sont abrogés :

1^o L'article 2, 1^o, et les articles 4 à 14 de la loi du 19 août 1889 ;

2^o L'article 141 de la loi du 15 avril 1896.

ART. 28.

L'ouverture d'un nouveau débit, la reprise d'un débit existant et tous autres faits déterminant l'exigibilité de la taxe d'ouverture, qui auront lieu du 10 au 31 décembre 1912 inclusivement, tomberont sous l'application de la présente loi.

Dans ces cas, les délais pour la déclaration et le paiement de la taxe, ainsi que les autres mesures d'exécution, seront fixés par le Ministre des Finances.

ART. 29.

Si le total du produit des taxes établies par la présente loi et des droits d'entrée sur le bétail et les viandes est inférieur, pour l'année 1913, au mon-

TITEL IV.

Algemeene bepalingen betreffende de overtredingen. — Afschaffingen. — Overgangsbepalingen. — Tenuitvoering der wet.

ART. 26.

Worden van toepassing gemaakt op de overtredingen aan deze wet, de bepalingen der wetten en reglementen op de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, betreffende het opstellen, het beëdigden en het registreeren der processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging, de verantwoordelijkheid, het recht tot schikking in der minne.

ART. 27.

Worden afgeschaft :

1^o Artikel 2, 1^o, en de artikelen 4 tot 14 der wet van 19 Augustus 1889 ;

2^o Artikel 141 der wet van 15 April 1896.

ART. 28.

De opening van eene nieuwe slijterij, de overneming van eene bestaande slijterij en alle anderen feiten welke de opvorderbaarheid der openingstaxe te weeg brengen, welke plaats zullen hebben van den 10 tot 31 December 1912, vallen onder de toepassing dezer wet.

In deze gevallen worden de termijnen voor de aangifte, de betaling der taxe en de andere uitvoeringsmaatregelen door den Minister van Financiën bepaald.

ART. 29.

Indien het totaal van de opbrengst der taxes gevestigd bij deze wet en van de invoerrechten op het vee en het vleesch, voor het jaar 1913, minder is

tant cumulé du droit de licence et des droits d'entrée sur le bétail et les viandes, perçus pour l'année 1912, la différence sera prélevée sur la réserve du fonds communal pour être versée au fonds spécial.

ART. 30.

La présente loi sera obligatoire à partir du lendemain de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 1912.

dan het gezamenlijk bedrag van het vergunningsrecht en van de invoerrechten op het vee en het vleesch geheven over het jaar 1912, wordt het verschil van de reserve van het gemeentefonds genomen om in het bijzonder fonds te worden gestort.

ART. 30.

Deze wet wordt daags na hare afkondiging verplichtend.

Gegeven te Brussel, den 9^e December 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.
